



EVALUATION DE LA DYNAMIQUE MIGRATOIRE

DANS LA PREFECTURE SIGUIRI

RAPPORT FEVRIER 2022

Crédit photo : sdoumbouya@iom.



Projet financé par l'Union européenne
Projet mis en oeuvre par l'OIM

AUTEURS :

DOUMBOUYA Saibou, National Information Management Officer

CAMARA Djiguiba, Information Management Officer

CONTE Ibrahima Sory, Senior Assistant Information Management

SOW Adama Hawa, Assistante Projet

ÉQUIPE ASSOCIÉE :

BACHARD LAMINE Habiboulaye, Project Manager

ATTIOGBEVI-SOMADO Attisso Kafu-ata, Monitoring and Evaluation Officer

CAMARA Lansana, Chargé National Suivi & Evaluation

EDITEUR

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les appellations employées et la présentation du matériel dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel une migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à relever les défis opérationnels de la migration, de faire la compréhension des questions migratoires, encourager le développement social et économique et défendre la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Veillez envoyer vos réactions, commentaires et suggestions concernant le rapport à l'adresse : oimguineedtm@iom.int

© Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, ou autre, sans l'autorisation écrite préalable de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Réponse multiple : lorsque le libellé "réponses multiples" se trouve à côté d'un graphique ou d'une question, cela indique qu'un seul répondant était autorisé à fournir plus d'une réponse. Pour cette raison, les totaux ne totalisent pas 100%.



SOMMAIRE

Contexte.....	6
Objectif général.....	6
Objectif spécifique.....	6
Méthodologie.....	6
Population cible.....	6
Zone d'étude.....	6
Déroulement.....	7
Profil Socio-démographiques et économique des répondants.....	8
Moyen de subsistance et activité économique.....	9
Migration effectuée par des jeunes du ménage.....	10
Retour en Guinée des migrants.....	11
Perception de la communauté sur la migration.....	12
Parcours migratoire des jeunes.....	12
Logement et conditions de vie des migrants.....	14
Assistance humanitaire des migrants.....	14
Accès aux services de santé et relations avec la communauté hôte.....	15
Intentions de mouvement et documents d'identités des migrants.....	16
Impact de la pandémie de covid-19 dans la vie des migrants.....	17
Quelques perceptions de la communauté sur la migration.....	18
Conclusion.....	19
Recommandations.....	19

I. CONTEXTE

Depuis des années, le phénomène migratoire a connu une ampleur croissante en République de Guinée. Des mouvements irréguliers sont enregistrés vers l'Europe à travers la méditerranée. Entre 2017-2021, plus de 76 575 migrants guinéens ont été recensés en grand nombre parmi plusieurs nationalités. Cette situation les place dans une position de vulnérabilité accrue.

La vulnérabilité des migrant-e-s augmente le long des routes migratoires. En effet, ayant quitté leurs territoires d'origine et dépourvu-e-s de la protection de leurs communautés, ils deviennent souvent la proie facile des réseaux criminels qui mettent en place des mécanismes d'exploitation afin de tirer illégalement profit des plus vulnérables d'entre eux. De nombreux facteurs aggravent la vulnérabilité des migrant(e)s en général et celle de certaines catégories de migrant(e)s en particulier. Il s'agit notamment de la « féminisation » progressive des flux migratoires, la forte présence des enfants non accompagnés et séparés et du renforcement des réseaux de traite des personnes. En Guinée, la préfecture de Siguiri est une zone de forte mouvement migratoire et également en proie à des pratiques de traite et de trafic de personnes bien établies le long des routes migratoires, visant particulièrement les enfants.

La gestion migratoire doit servir à réguler à la fois en amont et en aval les flux de personnes composées des migrants économiques qui restent assez peu réglementés une fois ceux-ci arrivés à destination. Dans un contexte de forte mobilité couplée à la résurgence des maladies épidémiques comme la COVID 19, il est indispensable de chercher à comprendre permanentement les facteurs qui sous-tendent ces dynamiques migratoires, les impacts des maladies sur la vie socio-économique des migrants et proposer des solutions idoines pour une migration sûre et profitable aux populations.

Pour mieux comprendre cette dynamique, une mission de collecte des données a été conduite conjointement par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'Institut National de la Statistique (INS) et s'inscrit dans le cadre du partenariat entre les deux institutions pour la collecte et le partage des données migratoires

II. OBJECTIF GÉNÉRAL

L'étude a pour but de mieux comprendre la dynamique migratoire dans le contexte de la migration irrégulière dans les zones à fort taux de départ et de transit dans la préfecture de Siguiri (Siguiri-Centre, Kourémalé et Doko).

III. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques de cette étude sont de :

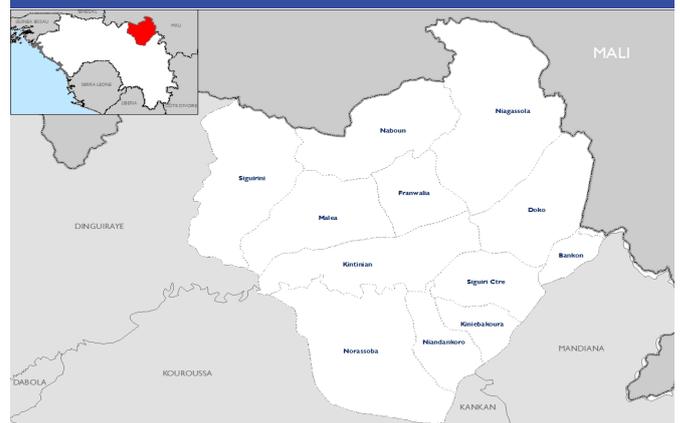
- o Comprendre les facteurs de la dynamique migratoire vers et depuis les localités de départ et de transit ciblées (facteurs incitatifs, mouvements de départ, etc.) et les systèmes qui facilitent cette mobilité ;
- o Déterminer et analyser les défis liés à la protection des personnes vulnérables autour des localités de destinations et le niveau d'accès aux structures de protection des communautés d'accueil ;
- o Évaluer l'impact économique et social de la migration irrégulière sur les communautés locales et les activités connexes, ainsi que les conséquences sur les relations entre les communautés d'accueil et les migrants ;
- o Analyser l'impact de la pandémie de Covid 19 sur la migration irrégulière dans les localités de départ et de transits.

IV. MÉTHODOLOGIE

Cette étude est basée sur des méthodes de collecte quantitatives et qualitatives. Elle a utilisé l'approche DTM (Displacement Tracking Matrix), Composée en 4 étapes clés :

1. Préparation de l'évaluation et des questionnaires ;
2. Collecte et saisie des données ;
3. Apurement et analyse des données ;
4. Rédaction du rapport.

IV-2. Zone d'étude



Principal centre de transit des migrants en Guinée, la Préfecture de Siguiri est devenue ces dernières années une importante zone pourvoyeuse de migrants irréguliers, en raison de sa proximité avec le Mali, lui-même limitrophe du Maghreb. Zone aurifère par excellence, le choix de cette zone s'explique par la

présence des jeunes candidats à la migration irrégulière originaires de presque toutes les régions de Guinée. Situation géographique : Elle est située au nord-est de la Guinée et est caractérisée par une végétation de savane arborée et des plaines arrosées par le fleuve Niger et ses affluents. Elle est située à 798 km de Conakry, et à 212 km de Bamako (Mali). Elle a une superficie de 23 377 km² (environ 1/10 du territoire national) avec une Population de 695 449 habitants selon le dernier recensement (RGPH3 de 2014). Activités socio-économiques : A l'exception des activités d'orpillage, l'agriculture, la pêche et l'élevage constituent les principales activités économiques de la population. Sur la base des analyses des données de FMP au niveau du point d'entrée de Kourémalé, cette étude se tiendra dans la préfecture de Siguiri au niveau des localités de départ prioritaires des migrants.

IV-1. Population Cible

Cette étude est orientée non seulement vers les familles des migrants de retour, des migrants potentiels ainsi que la communauté de la préfecture de Siguiri dans la région de Kankan.

IV-2. Déroulement

Etape 1 : Préparation de l'évaluation et des questionnaires : en premier lieu, les outils DTM existants ont été analysés en fonction du contexte de mobilité. Les indicateurs spécifiques au contexte et aux besoins de l'exercice sont développés.

Etape 2 : Collecte et saisie des données : une enquête individuelle auprès des ménages des migrants, des potentiels migrants et des migrants de retour permettant de produire un profil des populations dans cette préfecture. (3) Enquêteurs (femmes et hommes), originaires de la zone d'étude visée (afin de s'assurer qu'ils maîtrisent les langues locales) ont été recrutés et formés avant de commencer la phase de collecte de données. La prise en compte du genre a été respectée dans le processus de sélection des enquêteurs.

Les autorités locales ont été rencontrées en amont par l'équipe en charge de la supervision de la collecte de données afin de présenter l'objectif de l'étude

et solliciter leur implication dans l'exercice, notamment l'identification d'informateurs clés permettant d'améliorer la compréhension de la situation des migrants dans la préfecture de Siguiri, et plus spécifiquement les migrants de retour et potentiels.

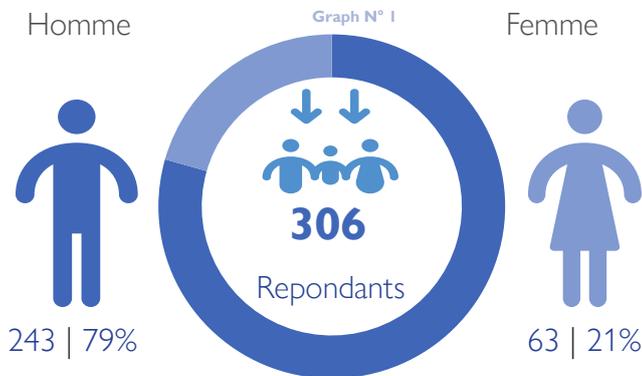
2.1 : Enquête ménage individuel : Elle a été conduite auprès d'un échantillon de la population ciblée vivant dans les différentes localités et quartier de la préfecture de Siguiri identifiées en fonction du résultat d'analyse des données FMP (Flow Monitoring Point) entre novembre 2021 à Janvier 2022 sur les zones prioritaires de départ ou de transit. La taille de l'échantillon était de 300 individus (Migrants de retour et Familles de migrant et potentiels migrant). Un questionnaire a été élaboré pour réaliser un profil des populations migrantes et des populations hôtes, d'identifier les intentions et besoins de ces populations, de mesurer l'accès aux services sociaux de base et les besoins de protection. Le questionnaire a été déployés sur Kobocollect et administrés par les agents de collecte des données via des tablettes.

2.2 : Groupes de discussion : Les groupes de discussion ont permis d'aborder des questions sensibles et de donner la parole à des groupes de personnes pour exprimer librement leurs opinions ou perception sur la question migratoire, 30 informateurs clés ont assistés à ces différents focus groupe dont entre autres (les transporteurs, les familles des migrants, et les autorités locales). Ces groupes de discussion ont permis de donner une dimension communautaire à l'étude en associant non seulement des migrant-e-s, mais aussi des membres de leurs familles ainsi que des représentations des groupes sociaux de la communauté.

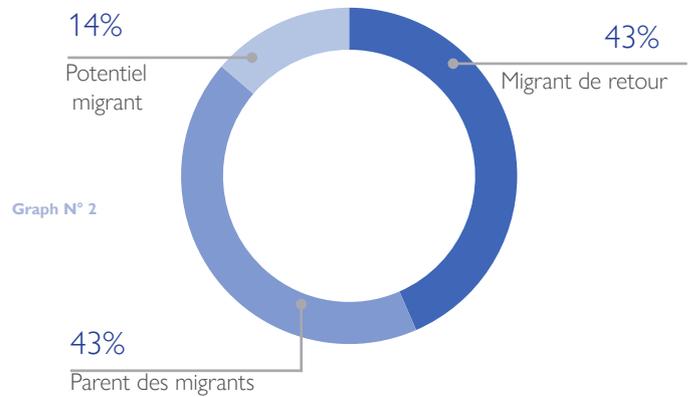
Etape 3 et 4 : Apurement, Analyse et rapportage : Les données collectées via l'outil de collecte de données de la DTM ont été analysées et présentées sous la forme d'un rapport permettant de montrer la dynamique migratoire et l'impact économique et social de la migration irrégulière sur les communautés locales et les activités connexes.

V. PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUE DES RÉPONDANTS

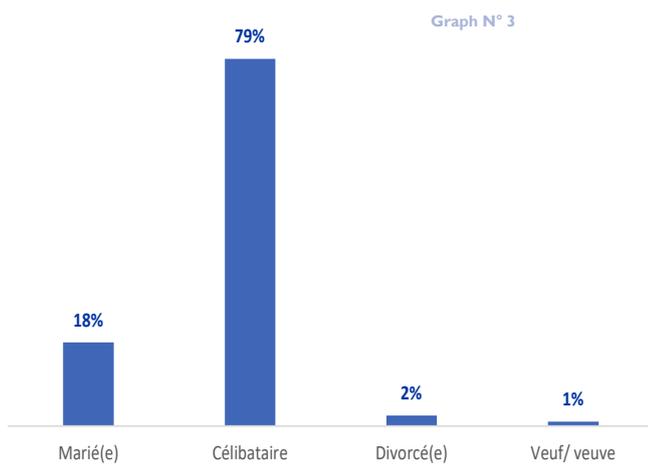
Désagrégation par sexe



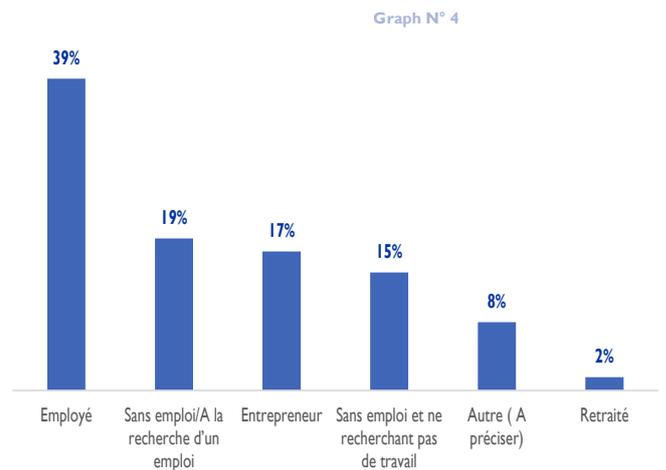
Type des répondants



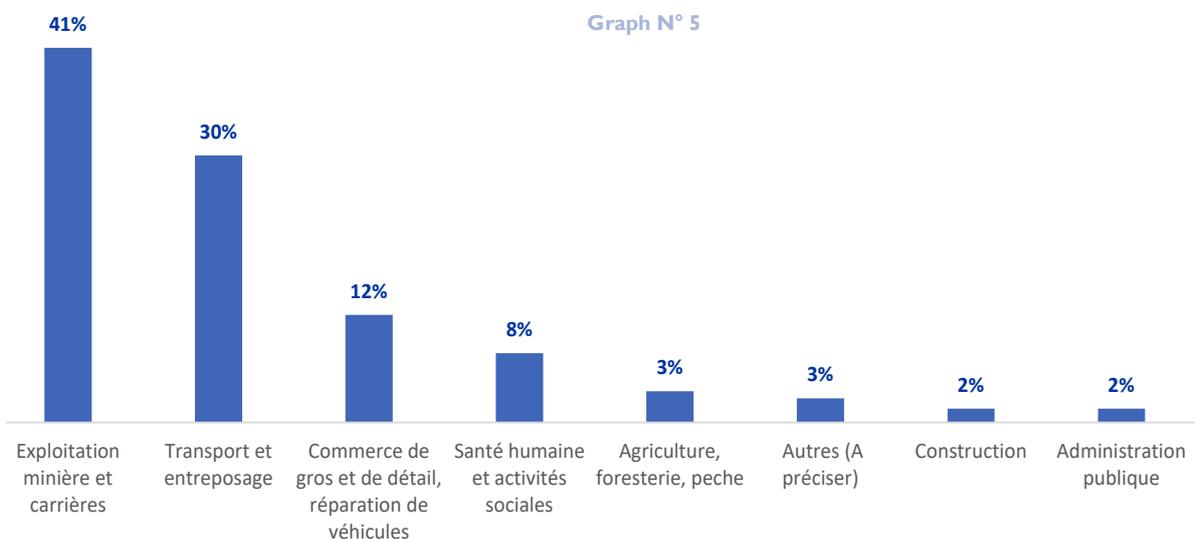
Situation matrimoniale



Statut actuel des répondants



Secteur d'activités des répondants

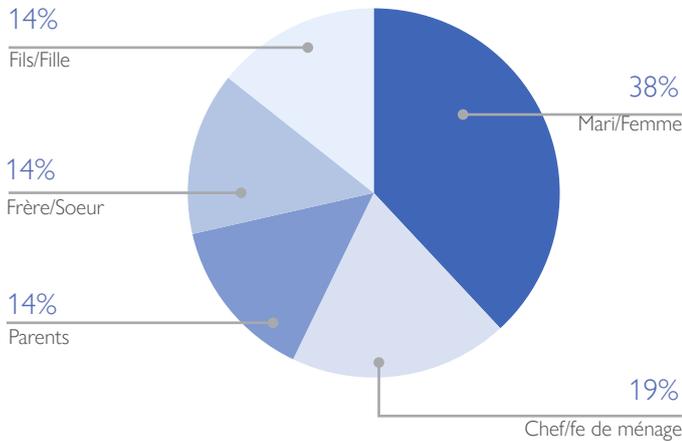


VI. MOYEN DE SUBSISTANCE ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Moyen de subsistance des ménages

Principal soutien des ménages

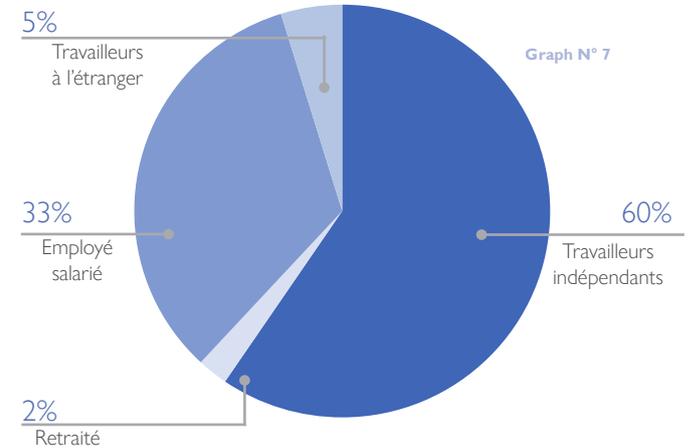
Graph N° 6



L'analyse montre qu'au cours de cette enquête, les ménages visités sont soutenus en de nombreux cas par les maris et les épouses qui représentent 38% de la totalité des personnes qui soutiennent les ménages.

Statut du répondant principal

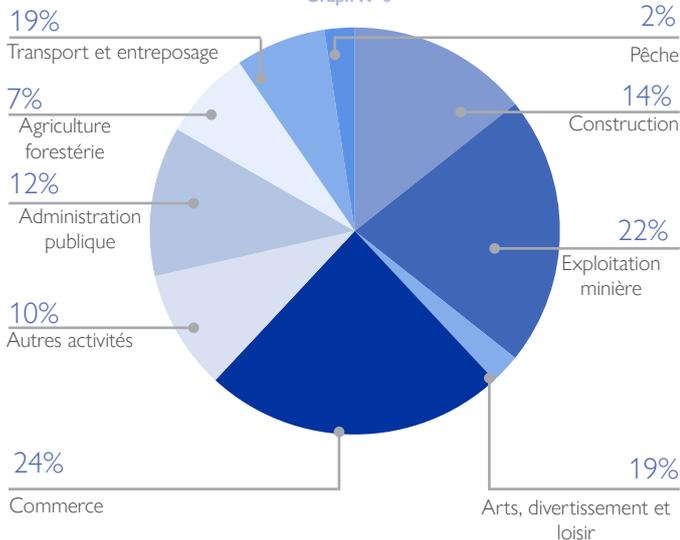
Statut du Principal soutien des ménages



Pour la plupart des ménages visités au cours de cette enquête, plus de la moitié (60%) des principaux soutiens ont un statut de travailleur indépendant.

Domaines d'activités du principal soutien

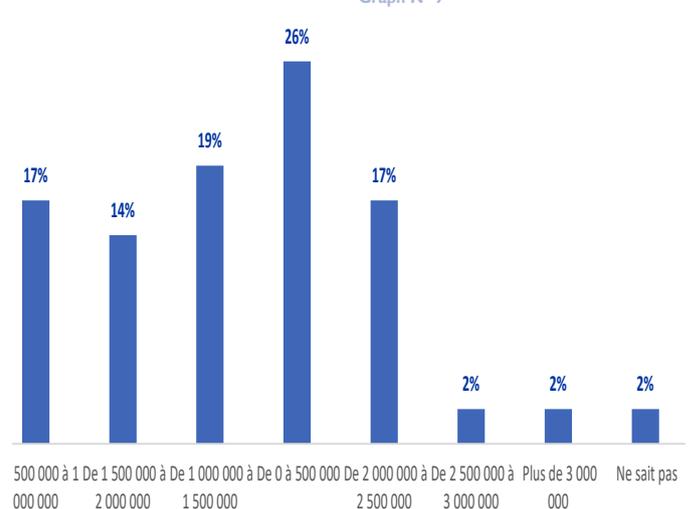
Graph N° 8



Il ressort de l'analyse des données que les parents de migrants ou leurs principaux soutiens (24%) travaillent pour la plupart dans le commerce et dans l'exploitation minière (22%), autrement dit les parents des migrants travaillent dans les petits et gros commerces ainsi que dans les mines, ce qui leur permet de soutenir les charges quotidiennes de leurs ménages.

Revenu mensuel des principaux soutiens

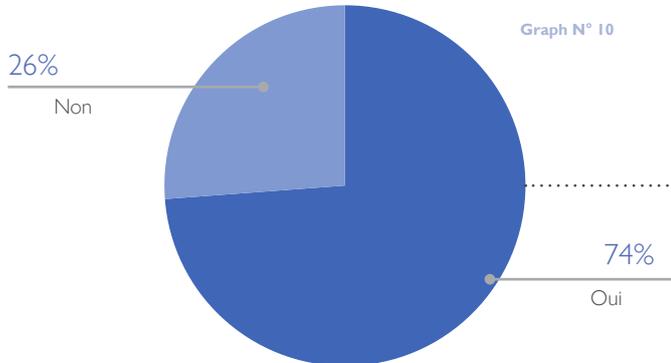
Graph N° 9



Selon les résultats d'analyse ci-dessus, il se révèle que dans la plupart des cas (26%), les principaux soutiens des ménages ont un revenu qui varie seulement moins de 500 000 GNF par mois. Ce qui pourrait expliquer d'une part la forte croissance du taux de départ ou de transit des migrants irréguliers dans la zone et d'autres parts, le manque d'opportunités existantes des principaux soutiens des ménages.

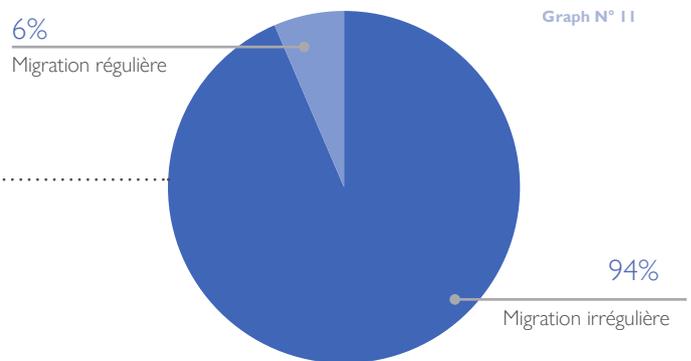
VII. MIGRATION EFFECTUEE PAR DES JEUNES DU MENAGE

Migration des jeunes au cours des cinq dernières années



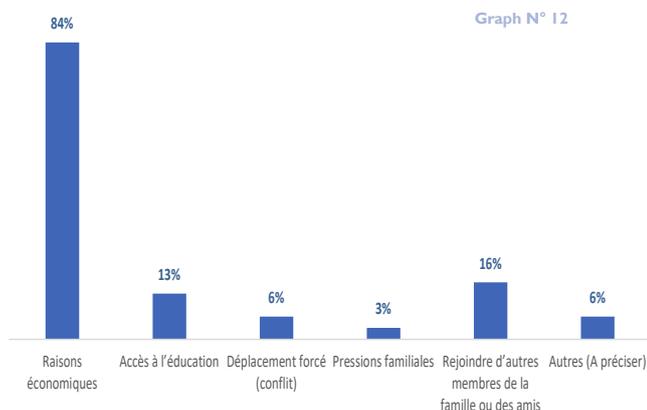
Selon les chefs de ménage enquêtés, 74% ont confirmé que les jeunes de leur ménage ont connu une aventure migratoire au cours des cinq dernières années. La police aux frontières soutiennent que le flux migratoire a considérablement baissé dans la préfecture de Siguiiri car ils peuvent faire plus de deux mois sans intercepter un jeune migrant de retour. Siguiiri n'est pas une zone de départ des jeunes mais plutôt un point de transit important.

Type de migration au sein de la communauté



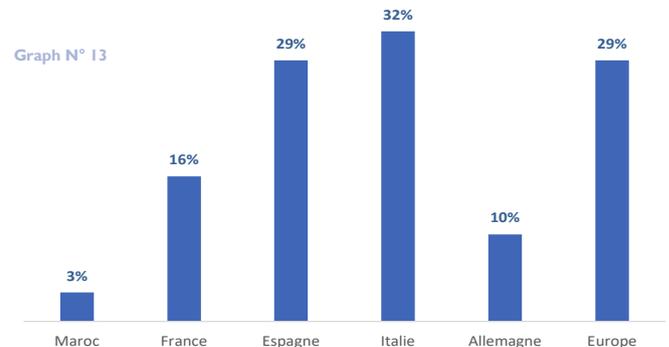
Le type de migration se caractérise par une migration irrégulière qui concerne toutes les localités de la préfecture Siguiiri. Le graphique ci-dessus, montre que la migration irrégulière reste le phénomène le plus important et pratiqué par les jeunes de la communauté avec un taux de 94%. Par contre très peu emprunte la voie régulière (seulement 6%).

Raisons de départ des jeunes selon les parents



Les principales raisons de départ des jeunes au sein de la communauté sont économiques (84%), partent rejoindre un membre de la famille ou des amis (16%) et pour l'accès à l'éducation (13%). Par ailleurs, il faut noter qu'il y a d'autres raisons non négligeables qui motivent aussi le départ des jeunes dans la préfecture ; qui sont entre autres dues aux pressions familiales et aux déplacements forcés (conflits).

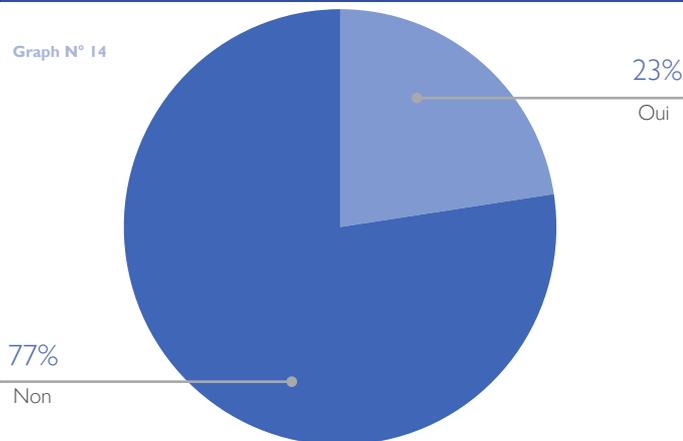
Pays de destination finale des jeunes migrants



Au cours de cette enquête, les analyses révèlent que les pays de l'Europe (Italie, Espagne, France, Allemagne...) sont les destinations finales prioritaires des jeunes migrants irréguliers qui prennent départ à partir de la préfecture de Siguiiri, importante zone de transit à raison de la présence d'un grand nombre de sites miniers (Orpailages traditionnels).

Statut d'emploi des jeunes avant leur départ

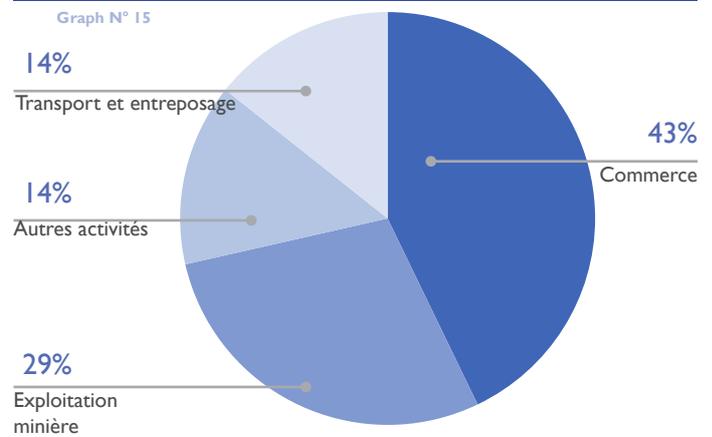
Graph N° 14



Au cours de cette enquête, les analyses montrent que, plus de la moitié des jeunes (77%) ne travaillaient pas avant leur départ pour la migration irrégulière. Par contre, 23% des jeunes menaient une activité avant leur départ.

Domaine d'emploi avant leur départ

Graph N° 15

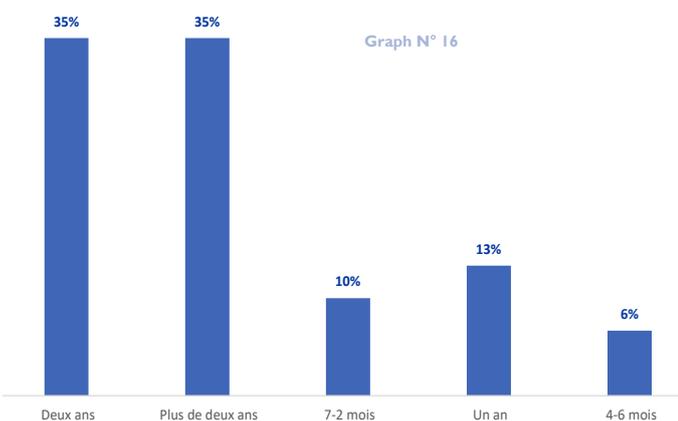


Le graphique n°15 montre que, 43% des jeunes qui travaillent avant leur départ étaient dans le commerce (petits et gros), 29% dans l'exploitation minière (orpillage traditionnel), 14% dans le transport (moto taxi) et 14% pratiquaient d'autres activités avant leur départ pour la migration irrégulière.

VIII. RETOUR EN GUINÉE DES MIGRANTS

Durée du séjour migratoire

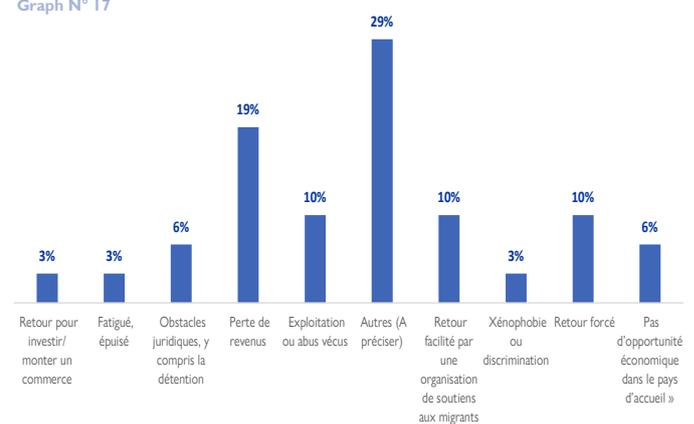
Graph N° 16



Selon le graphique ci-dessus, le constat est que, la majorité des parents de migrants enquêtés affirment que la plupart des jeunes qui migrent font entre deux ans et plus au cours de leurs trajets migratoires avant d'atteindre la destination finale ou de reboursier chemin.

Raisons de retour de la migration

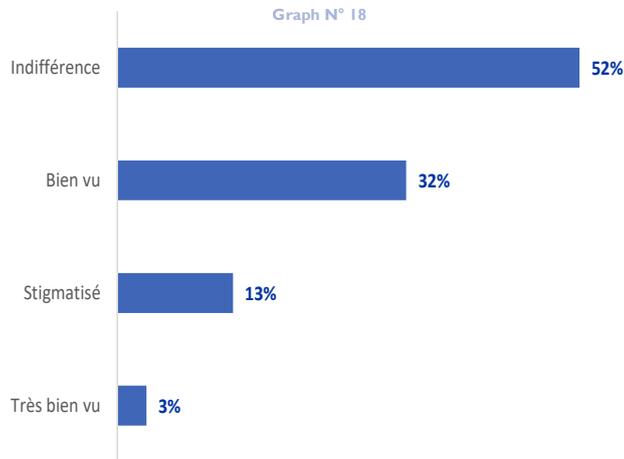
Graph N° 17



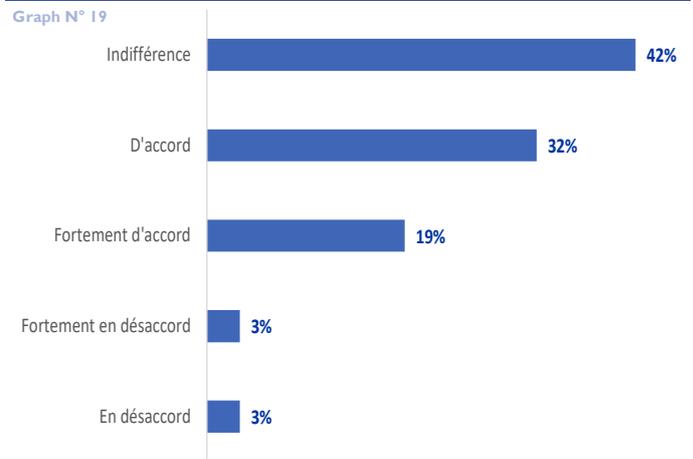
Dans le graphique n°17, les principales raisons de retour des migrants dans leur pays d'origine sont liées aux pertes de revenus (19%) et (10%) à l'exploitation ou abus subis le long de la route migratoire. En outre, 10% sont dues au retour forcé et (6%) par manque d'opportunités ou obstacles juridique.

IX. PERCEPTION DE LA COMMUNAUTE SUR LA MIGRATION

Perception du ménage au sein de la communauté



Perception du ménage par rapport au retour du migrant

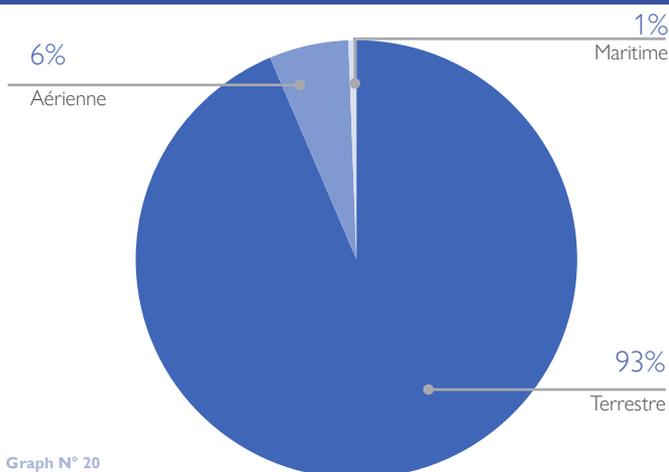


En référence au graphique ci-dessus, les analyses montrent que 13% des membres de la communauté stigmatisent les ménages de retour des migrants et 52% sont indifférents. En revanche, 32% des membres de la communauté ont une bonne perception des ménages de retour et 3% ont une très bonne vue de ces ménages.

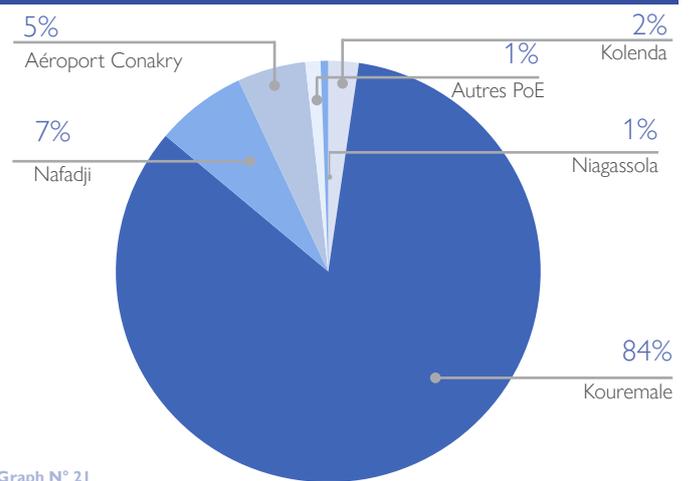
D'après le graphique ci-dessus, les analyses montrent que 3% des ménages sont en désaccords avec le retour des migrants, 3% fortement en désaccord et 42% sont indifférents. En revanche, 32% des ménages sont d'accord avec le retour des migrants et 19% sont fortement d'accord.

X. PARCOURS MIGRATOIRE DES JEUNES

La voie empruntée par les migrants



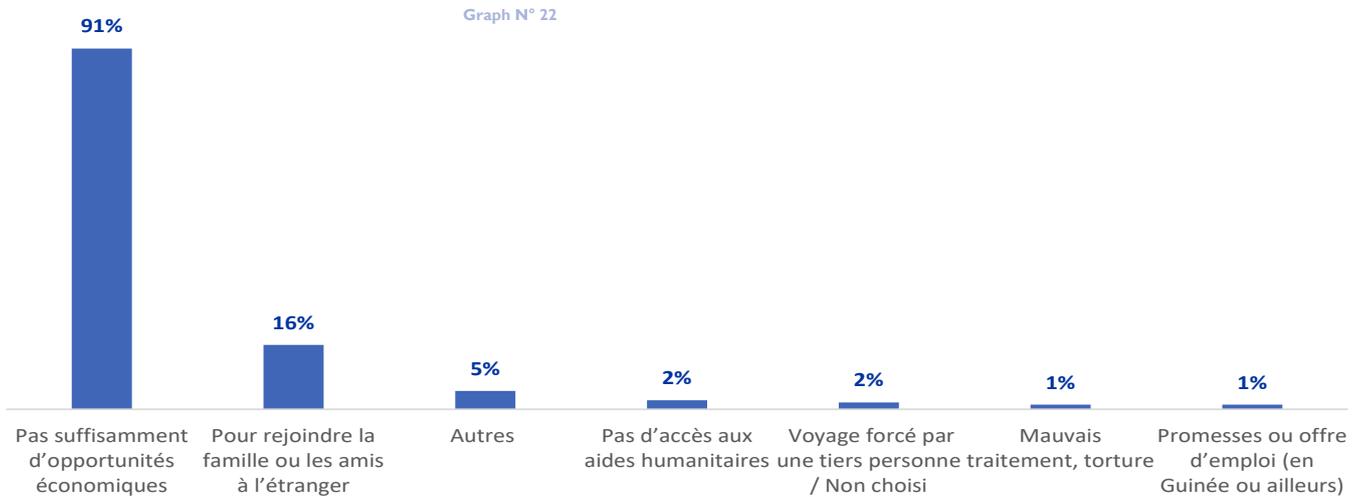
Points d'entrée utilisés par les migrants



Sur la question de la voie empruntée au cours du parcours migratoire, le graphique montre que 94% des migrants ont emprunté la voie terrestre, 6% la voie aérienne et 1% la voie maritime.

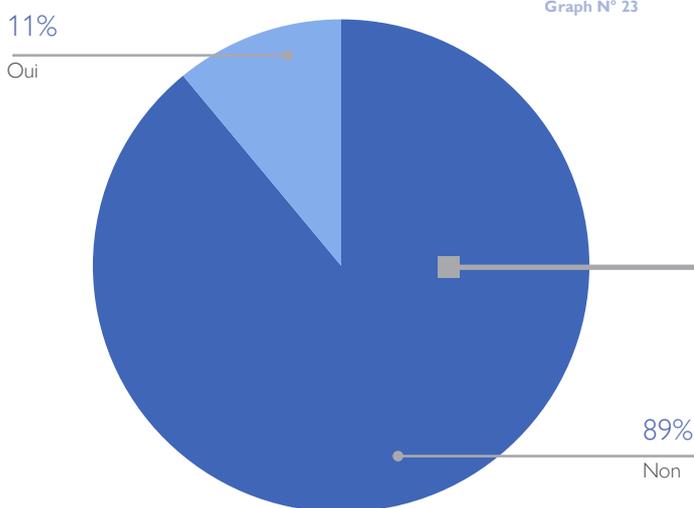
Durant leur parcours, 84% des migrants sont passés par le point d'entrée de Kourémalé, 7% par celui de Nafadji, 5% par l'Aéroport et 2% par Kolenda.

Les motifs de voyage des jeunes selon les migrants de retour

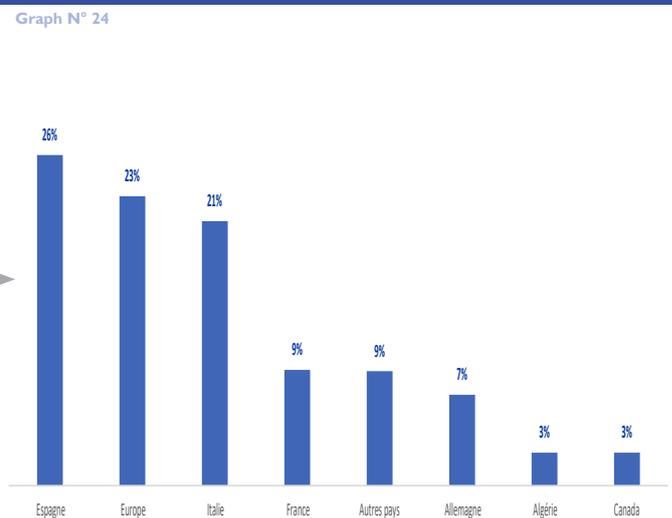


Selon la communauté, le défi majeur reste économique qui s'explique par le manque d'emploi ou d'opportunités locales et l'absence des écoles de métier (École professionnelle). L'État doit promouvoir la création d'emploi à travers les initiatives locales et favoriser l'insertion des jeunes dans les écoles professionnelles en tenant compte des priorités du plan de développement local. L'analyse ci-dessus montre que 91% des enquêtés ont décidés de migrer pour des raisons économique, 16% pour rejoindre un parents, 5% pour des raisons diverses (études, formation footballistique, recherche d'une meilleure qualité de vie etc) et 2% contraints au voyage par une tierce personne.

Préfecture de transit des migrants



Pays de destination finale des migrants

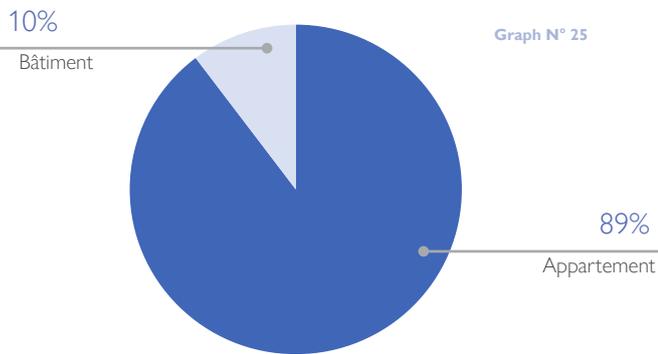


La préfecture de Siguri est une zone importante de transit pour 89% des enquêtés à raison de la présence de sites miniers et une destination finale pour 11%.

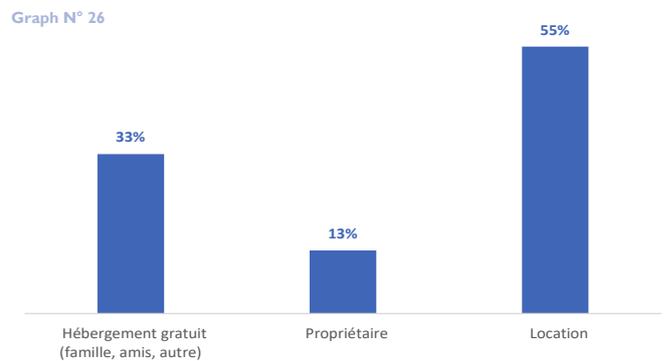
Il ressort que 26% des enquêtés avaient l'Espagne comme pays de destination finale, 23% un pays de l'Europe, 21% pour l'Italie, 9% pour la France, 7% pour l'Allemagne et 3% pour le Canada ou l'Algérie.

XI. LOGEMENT ET CONDITIONS DE VIE DES MIGRANTS

Type de logement des migrants



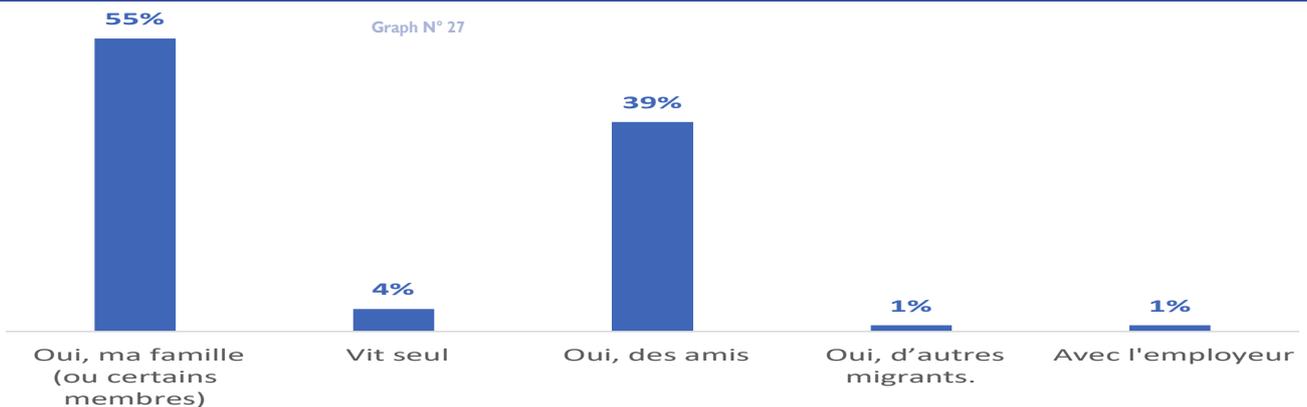
Situation dans les logements



Au cours de leur parcours migratoire, 89% des migrants habitaient dans des appartements ou maisons contre 10% dans des bâtiments ou maisons inachevés ou abandonnés.

Le graphique ci-dessus montre que 55% des enquêtés étaient des locataires, 33% hébergés par des proches (famille, amis...) et 13% des propriétaires.

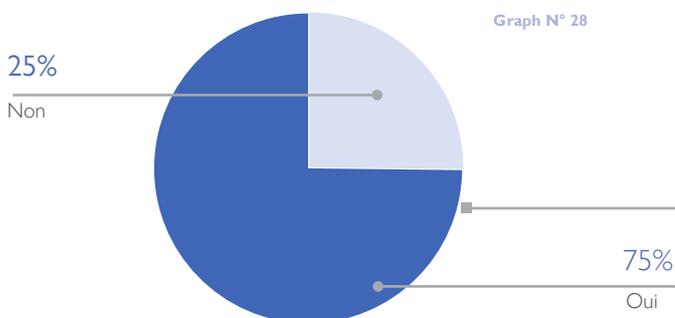
Colocation avec d'autres personnes



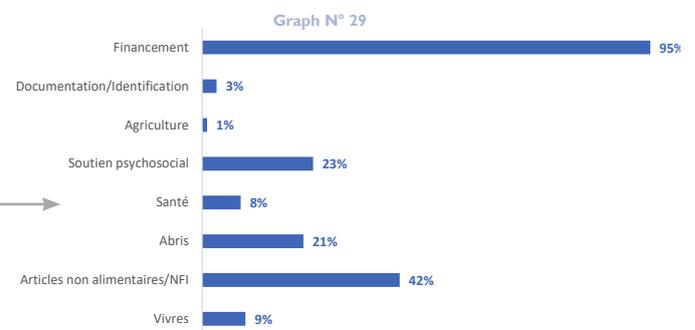
Dans leurs lieux d'habitation, 55% des enquêtés vivaient avec des membres de la famille, 39% avec des amis et 4% vivaient seuls.

XII. ASSISTANCE HUMANITAIRE DES MIGRANTS

Assistance humanitaire



Type d'assistance humanitaire

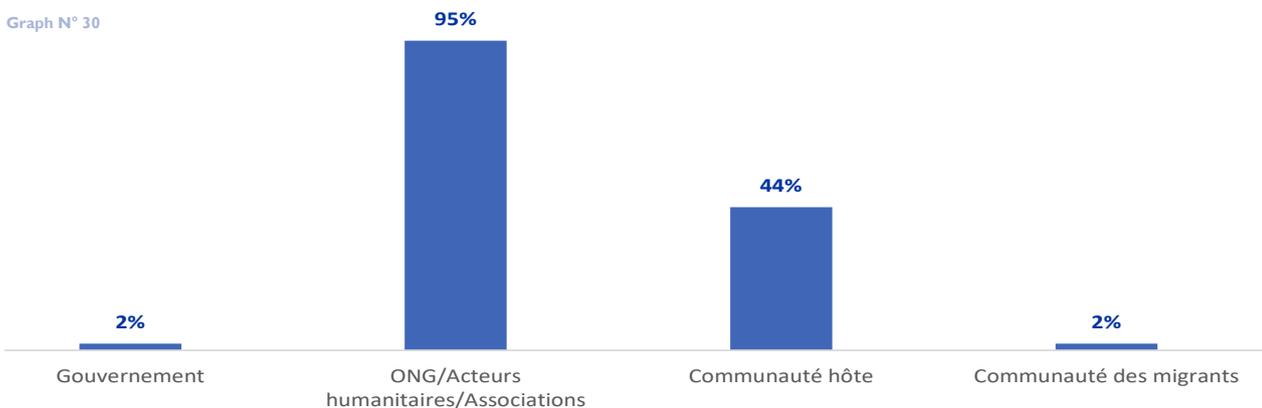


Soixante quinze pourcent des personnes enquêtées ont bénéficié d'une assistance humanitaire. En revanche, 25% n'en ont pas eu droit.

Parmi ceux ayant reçu une assistance humanitaire, 95% ont reçu une aide financière, 42% une aide alimentaire, 23% un soutien psychosocial et 21% en paiement de loyer.

Acteurs humanitaires intervenus

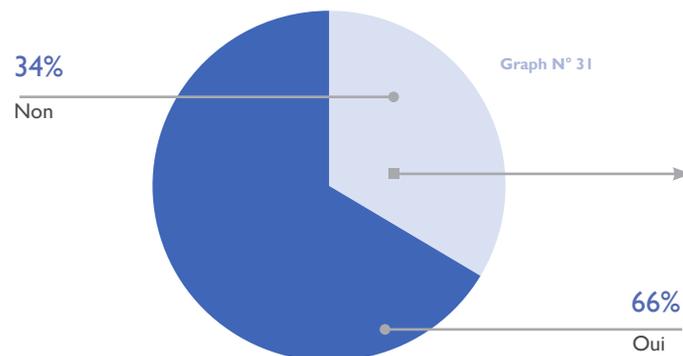
Graph N° 30



Quatre vingt quinze pour cent des intervenants dans l'assistance humanitaire apportée sont des ONG /Acteurs humanitaires et 44% viennent des communautés hôtes.

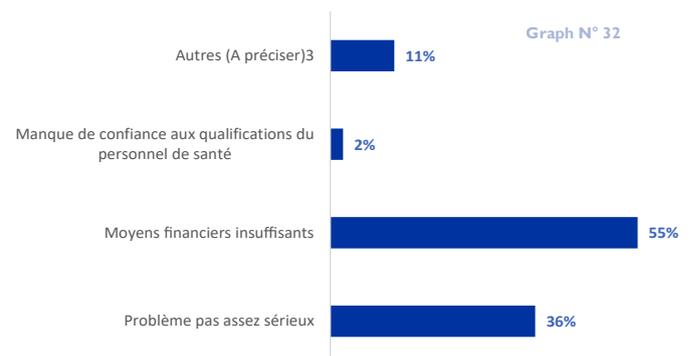
XIII. ACCES AUX SERVICES DE SANTE ET RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE HÔTE

Accès aux services de santé



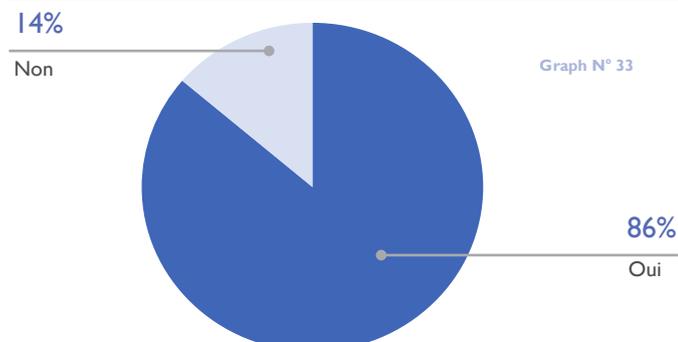
Selon le graphique n°31, 66% des enquêtés ont eu accès à un service de santé (Hôpital, clinique, Pharmacie...). Cependant, 34% n'en ont pas eu.

Raisons de non accès aux services de santé



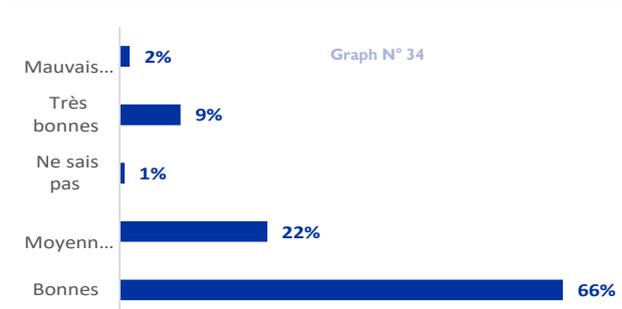
Parmi ceux qui n'ont pas eu accès aux soins de santé, les résultats des enquêtes indiquent les raisons suivantes: 55% par manque de moyens financiers, 36% pour des problèmes pas assez sérieux et 11% pour d'autres raisons.

Accès à des soins adéquats



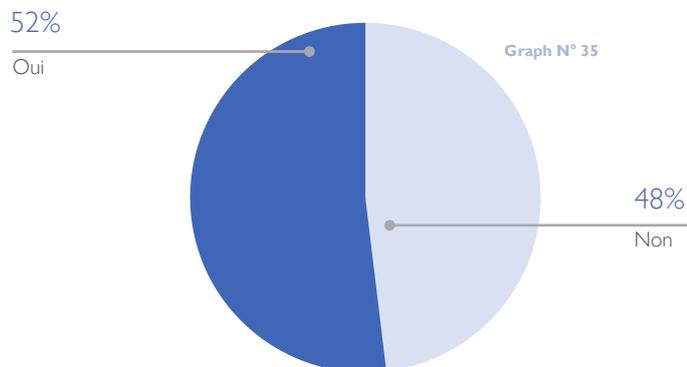
Le graphique ci-dessus montre que, 86% des enquêtés ont eu accès aux soins de santé adéquats et 14% n'ont pas eu accès.

Relations avec la communauté hôte



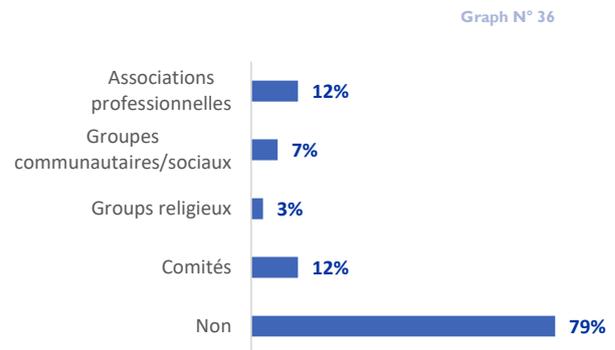
Plus de la moitié (66%) des enquêtés entretiennent de bonnes relations avec la communauté hôte et (22%) des relations moyennes.

Existence d'une association ou comité



Cinquante deux pourcent des enquêtés attestent de l'existence d'une association ou d'un comité contre 48% qui affirment n'en avoir pas connaissance.

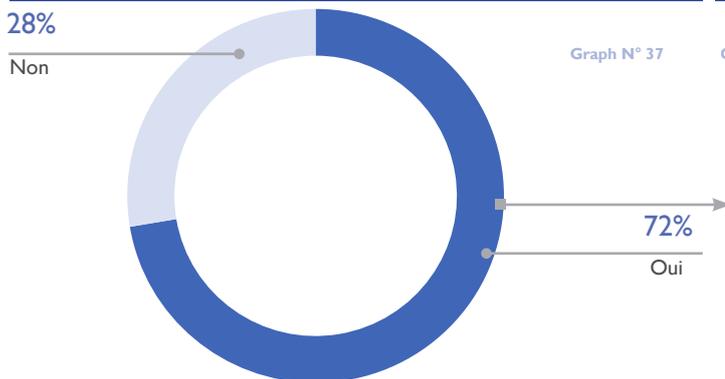
Mécanismes d'écoute des migrants



La majorité (79%) des enquêtés n'ont pas de connaissances des mécanismes d'écoute disponibles au sein de la communauté pour les migrants. En revanche, 12% pour les associations et les comités.

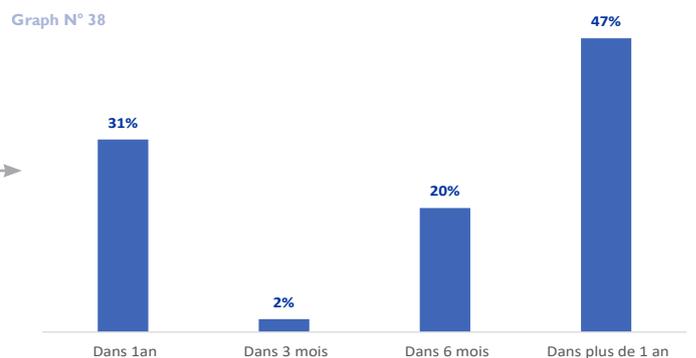
XIV. INTENTIONS DE MOUVEMENT ET DOCUMENTS D'IDENTITES DES MIGRANTS

Intention de quitter Siguiiri



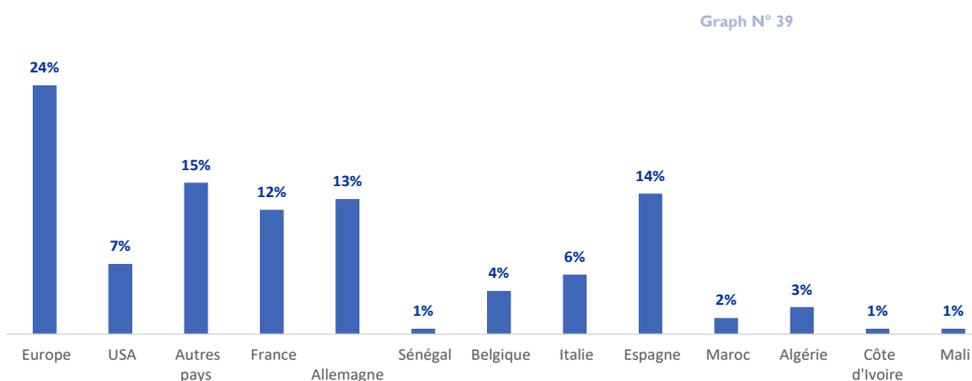
Parmi les migrants enquêtés, 72% ont l'intention de quitter la ville de Siguiiri pour une autre destination. Par contre, 28% compte y rester.

Délai pour quitter Siguiiri



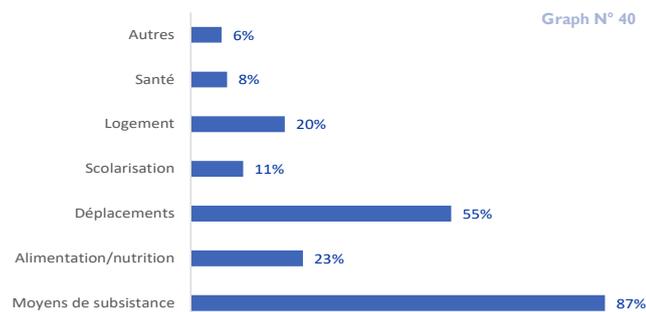
Quarante sept pour cent des enquêtés comptent quitter Siguiiri dans plus d'un an, 31% dans un an et 20% dans six mois.

Prochaine destination des migrants après Siguiiri

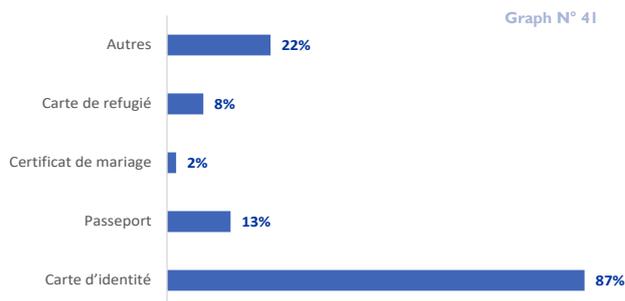


Concernant leur prochaine destination après la préfecture de Siguiiri, 24% des interviewés souhaitent se rendre en Europe, 15% dans d'autres pays (Turquie, Gambie, Suède, Norvège...), 14% en Espagne, 13% en Allemagne, 12% en France et 6% en Italie.

La préoccupation majeure des migrants



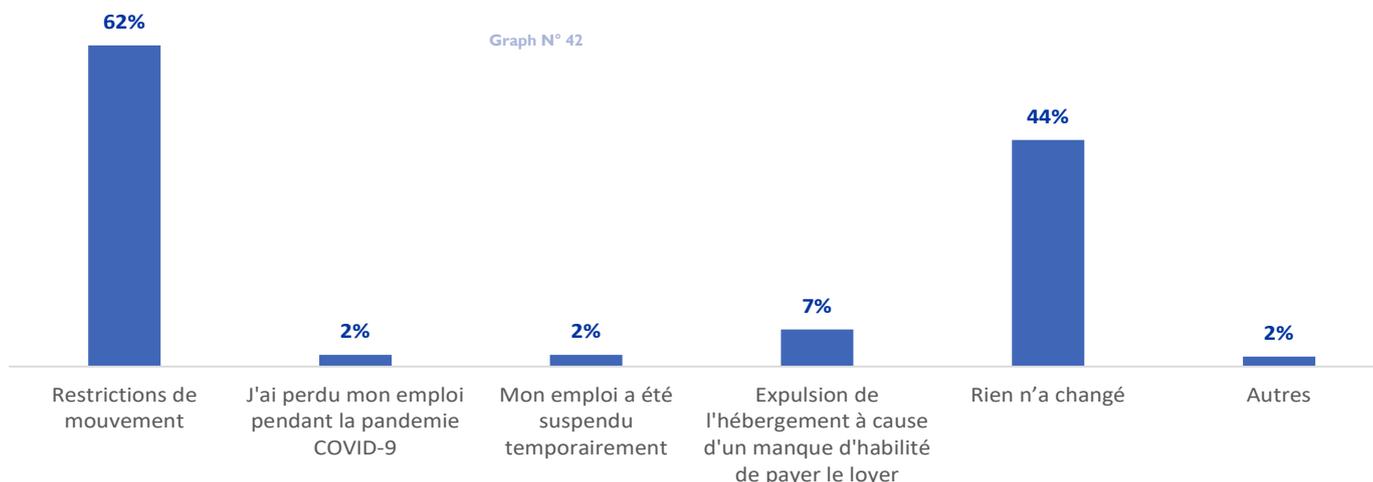
Documents d'identité des migrants



Quatre vingt sept pour cent des migrants enquêtés restent préoccupés par le manque de moyens de subsistance, 55% liées aux déplacements, 23% en alimentation et 20% en logement.

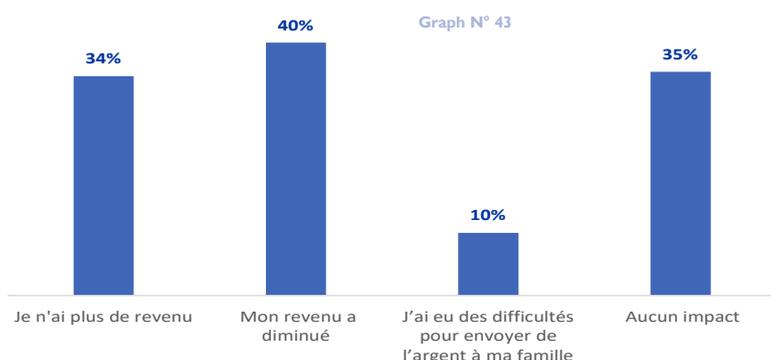
La majorité des migrants (87%) ont une carte d'identité, 22% ont d'autres documents d'identification (carte scolaire, carte d'électeur, extrait d'acte de naissance,...) et 23% possèdent des passeports.

XV. IMPACT DE LA PANDEMIE DE COVID-19 DANS LA VIE DES MIGRANTS



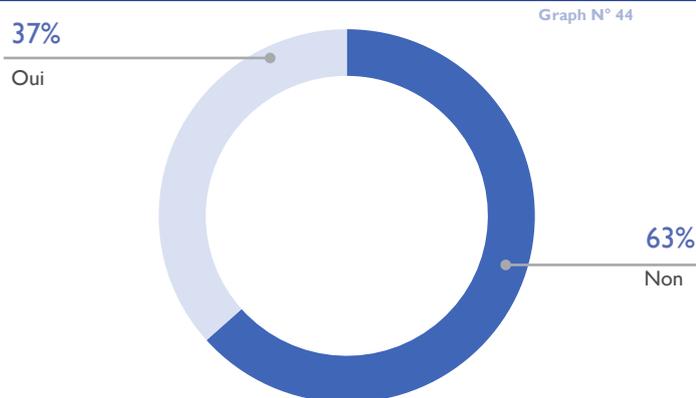
La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur sur les migrants, 62 % d'entre eux déclarent avoir restreint leurs mouvements. En revanche, 44% disent que rien n'a changé dans leur vie, 7% ont été contraints de libérer leurs lieux d'habitation par manque de possibilité de payer le loyer et 2% pour d'autres raisons (décès d'un proche, manque de revenu, difficultés d'accès en Europe,...

Impact de la pandémie de COVID-19 sur les revenus des migrants

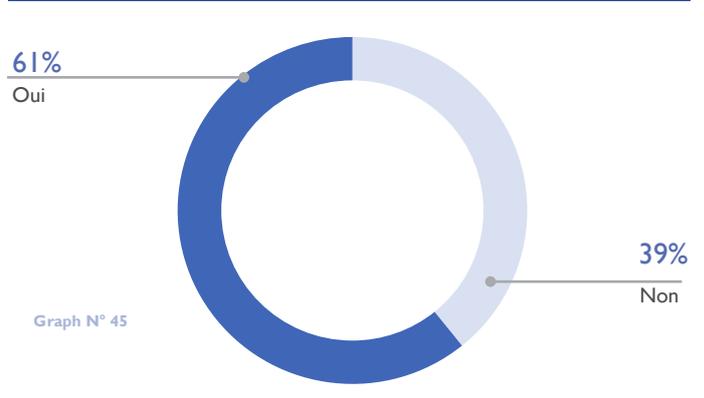


Selon le résultat de l'enquête, toutes les activités génératrices de revenus ont significativement baissé en matière de rendement due à la fermeture et restriction des frontières, 44% des enquêtés soutiennent que leurs revenus ont baissé. Par contre, 35% affirment que la pandémie n'a eu aucun impact sur leurs revenus et 34% disent avoir perdu tous les revenus à cause de la crise économique mondiale et la fermeture des frontières.

Manque de ressources avant la COVID-19



Manque de ressources pendant COVID-19



Avant la pandémie de la COVID-19, 63% des enquêtés n'ont pas fait face à un manque de ressource (nourriture, argent,...) et 37% ont eu des difficultés

Face à la pandémie de la COVID-19, 61% des enquêtés ont fait face à un manque de ressource (nourriture, argent,...) et 39% n'ont pas été confrontés à cela.

XVI. QUELQUES PERCEPTIONS DE LA COMMUNAUTE SUR LA MIGRATION

Selon les syndicats des transporteurs et CECOJE : « Le phénomène de la migration a beaucoup baissé, la plupart des jeunes migrants viennent d'autres préfectures de la Guinée notamment Mamou, Conakry, N'Nzérékoré, Labé, etc... Siguiri n'est pas une zone de départ des jeunes, mais un point de transit important. Ici, la mine maintient les jeunes de la ville ; leur préoccupation reste l'exploitation minière et l'orpaillage traditionnel. Le flux migratoire des jeunes à Siguiri a significativement baissé grâce aux actions des institutions humanitaires et à la vigilance des autorités aux frontières. »

Selon le président de district de Kourémalé : « La migration irrégulière est dangereuse pour le pays car la plupart des jeunes qui s'y adonnent périssent dans la méditerranée et sur le désert. En tenant compte de tous ces risques, nous déconseillons fortement la migration irrégulière au sein de la communauté. »

Selon le commissaire de la police aux frontières Siguiri et de Kourémalé : « Il existe des mécanismes au sein de la communauté qui facilitent et guident le trajet des jeunes migrants irréguliers moyennant quelque chose. C'est un processus organisé depuis le point de départ, de transit et de destination. Ce processus est coordonné par les acteurs comme : les passeurs, les transporteurs (taxi-moto, transport en commun) pour aider à contourner les forces de sécurité. Les frontières étant poreuses, cela laisse le champ libre aux passeurs qui facilitent la traversée au niveau des frontières. »

Selon le responsable des jeunes de Siguiri, Kourémalé et Doko : « Le manque d'infrastructure professionnelle et métier, et le manque d'emploi sont entre autres les raisons qui poussent les jeunes à la migration irrégulière. Pour améliorer cette situation, il faut favoriser la construction et l'orientation des jeunes vers les écoles de métier, créer de l'emploi en fonction du besoin des jeunes et du contexte géographique. »

Selon la présidente des femmes de Siguiri : « Les principales activités de subsistance des migrants dans cette préfecture sont : l'orpaillage, le transport, le petit commerce et des petits métiers comme l'électricité, la mécanique. La Covid-19 a impacté significativement la préfecture de Siguiri ; toutes les activités génératrices de revenus ont baissé en matière de rendement due à la fermeture et restriction des frontières... Les activités socio-économique et culturelle étaient au ralenties. A cela s'ajoute une importante augmentation des prix des denrées alimentaires de première nécessité et la baisse des revenus. »

XVII. CONCLUSION

Le phénomène migratoire qui remonte aux débuts de l'histoire de l'humanité, mais ses manifestations et ses répercussions ont changé au fil du temps sous l'effet des changements socio-politiques, économique et environnemental. La recherche d'une vie meilleure, d'un environnement sain et des opportunités, poussent des milliers de jeunes à se lancer la migration irrégulière et ses conséquences. La préfecture de Siguiari reste une zone de transit privilégiée des migrants, à cause notamment de l'exploitation artisanale de l'or qui offre est opportunités économiques pour financer le trajet et la proximité avec la république du Mali qui partage aussi une large frontière avec le Sahel. Cette étude révèle l'importance de comprendre à l'échelle nationale, la migration, les mouvements de masse ainsi que leur évolution et les intérêts qu'ils suscitent auprès des communautés locales et les individus. Elle ressort également les difficultés (Non acceptation de la communauté, stigmatisation, manque de ressources économique...) rencontrées par les jeunes migrants une fois de retour au sein de leurs communautés. Par ailleurs, cette étude a permis d'identifier les facteurs clés de la dynamique migratoire que sont (Leaders communautaires, syndicats des transporteurs, autorités frontalières et les autorités locales). Aussi l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités économiques ont été analysé. Ainsi, il en ressort que la pandémie a significativement affecté les activités socio-économique et culturelle.

Au regard de tout ce qui précède, il est important d'attirer les décideurs sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière en Guinée. Dans cette logique les recommandations suivantes sont formulées dans le soucis d'atténuer le phénomène migratoire.

XVIII. RECOMMANDATIONS

Au terme de cette enquête terrain, les personnes interviewées ont tenues à recommander ce qui suit :

- Mettre un point focal au niveau des gares routières ou les stations routières pour sensibiliser les migrants et les potentiels migrants (voyageurs) sur les risques liés à la migration irrégulière;

- Appuyer le Ministère de l'action Sociale à travers ces directions décentralisées dans le cadre de la sensibilisation au niveau communautaire et renforcer les capacités des services techniques dans le cadre du suivi et de l'orientation des initiatives locales ;
- Appuyer et encourager la mise en œuvre des projets agro-pastoraux dans les différentes localités de la préfecture ;
- Mettre un système de coordination entre l'OIM Guinée et celle du Mali afin de faciliter l'identification des zones de destinations finales des migrants irréguliers;
- Promouvoir la réinsertion des jeunes dans les écoles professionnelles et créer les emplois selon les besoins et les priorités de la communauté ;
- Accompagner les structures des jeunes à travers CECOJE (Centre d'Ecoute et d'Orientation des Jeunes) dans le cadre de la sensibilisation sur les conséquences et les risques de la migration irrégulière;
- Renforcer les capacités des jeunes dans le cadre de l'esprit d'entrepreneuriat en synergie d'action avec les structures déconcentrées de l'APIP (Agence de Promotion des Investissements Privés) et de l'AGUIPE (Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi) ;
- Appuyer les activités agro-pastorales en offrant des machines et des intrants agricoles au potentiels migrants et les membres de la communauté ;
- Renforcer les capacités des agriculteurs à travers les formations sur les techniques agricoles et utilisation adéquate des équipements agricoles ;
- Construire les infrastructures socio-économiques et culturelles de base pour les jeunes ;

DTM



Organisation Internationale pour les Migrations

Contact : oimguineedtm@iom.int